

Le nouvel Opium des intellectuels

Contre la "pensée Tietmeyer", un Welfare state européen

Le Monde du 17 octobre 1996 reproduisait les propos de M. Tietmeyer, président de la Bundesbank, présenté - à juste titre, car c'est bien de religion qu'il s'agit - comme "le grand prêtre du Deutschmark". De ce texte, je commenterai seulement un passage: "L'enjeu, aujourd'hui, c'est de créer les conditions favorables à une croissance durable et la confiance des investisseurs. Il faut donc contrôler les budgets publics". D'emblée, la fin ultime, le telos, de cette philosophie se déclare: la confiance des investisseurs - dont on présume qu'elle est la condition de la croissance, dont on présume qu'elle est la fin universellement partagée - est la fin des fins, à laquelle doivent être subordonnées toutes les politiques des gouvernements. Je reprends ma lecture: "Il faut donc contrôler les budgets publics, baisser le niveau des taxes et impôts jusqu'à leur donner un niveau supportable à long terme, réformer les systèmes de protection sociale". Entendez: baisser les impôts des investisseurs jusqu'à les rendre supportables à long terme par ces mêmes investisseurs et enterrer le Welfare State et ses politiques de protection sociale bien faites pour ruiner la confiance des investisseurs, pour susciter leur méfiance légitime, certains qu'ils sont, en effet, que la défense de leurs "acquis économiques", je veux dire de leurs capitaux, n'est pas compatible avec la défense des acquis sociaux des travailleurs; que ces "acquis économiques", qu'il faut à tout prix sauvegarder, fût-ce en ruinant les maigres acquis économiques et sociaux de la grande majorité des citoyens de l'Europe à venir, ne survivraient pas à une perpétuation des systèmes de protection sociale.

Je continue ma lecture: "...réformer les systèmes de protection sociale, démanteler les rigidités sur les marchés du travail, de sorte qu'une nouvelle phase de croissance ne sera atteinte à nouveau que si nous faisons un effort de flexibilité sur le marché du travail". Les grands mots sont lâchés et M. Hans Tietmeyer nous donne un magnifique exemple de la rhétorique qui a cours aujourd'hui sur les marchés financiers, et ailleurs, celle de l'euphé-

misme qui est indispensable pour susciter la confiance des investisseurs, clé de voûte de tout le système, tout en évitant de susciter la défiance ou le désespoir des travailleurs, avec qui il faut compter malgré tout si l'on veut obtenir la nouvelle phase de croissance qu'on leur fait miroiter. Notez le raffinement rhétorique: "Si nous faisons un effort de flexibilité sur le marché du travail" Splendide formule: courage, travailleurs, tous ensemble, faisons l'effort de flexibilité qui vous est demandé.

Qu'est-ce que la "pensée Tietmeyer"? D'abord une nouvelle foi dans l'inévitabilité historique fondée sur primat des forces productives (et de la technique), c'est-à-dire une nouvelle forme de l'économisme qui est inhérent à une théorie économique fondée sur la coupure matricielle entre l'économique et le social et sur l'ignorance que les mécanismes du marché (qu'elle hypostasie) sont tributaires de mécanismes sociaux enracinés dans la violence sociale.

Si le journaliste du *Monde* n'avait pas été aussi soucieux de ne pas décourager les investisseurs qui lisent son journal (et qui sont d'excellents annonceurs), il aurait pu ou dû interroger M. Hans Tietmeyer sur le sens qu'il donne aux mots clés de la langue (de bois) des investisseurs, "rigidités-sur-le-marché-du-travail" et "flexibilité-sur-le-marché-du-travail" (les travailleurs, eux, s'ils lisaient un journal aussi indiscutablement sérieux que *Le Monde*, entendraient immédiatement travail de nuit, travail pendant les week-ends, horaires irréguliers, stress accru, etc.).

Observant que "sur le marché du travail" fonctionne comme une sorte d'épithète homérique qui peut être accrochée à toutes sortes de mots, comme flexibilité et rigidité, on peut être tenté, par jeu et pour éprouver la flexibilité du langage de M. Hans Tietmeyer, de parler par exemple de "flexibilité sur-les-marchés-financiers" ou de "démanteler les rigidités des marchés financiers". L'incongruité d'un tel usage saute aux yeux et l'on peut en conclure que c'est bien aux travailleurs, et à eux seuls (contrairement à ce que pourrait laisser croire le "nous" - si nous faisons un effort - de M. Hans Tietmeyer) qu'est demandé cet effort de "flexibilité". Et que c'est aux travailleurs que s'adresse la source menaçante, proche du chantage, qui est contenue dans la phrase: "de sorte qu'une nouvelle phase de croissance ne sera atteinte à nouveau que si nous faisons -si vous faites- un effort de flexibilité sur le marché du travail". En clair, lâchez aujourd'hui vos acquis sociaux au nom de la croissance que cela nous apportera demain. Une rhétorique que les travailleurs concernés connaissent bien, qui résumait ainsi la politique de participation que le gaullisme, en d'autres temps, leur offrait: "Tu me donnes ta montre et je te donne l'heure".

J'espère avoir fait apparaître la richesse de la philosophie de M. Hans Tietmeyer et le raffinement de sa rhétorique, qui ont sans doute échappé à la plupart des lecteurs. Si un texte aussi extra-ordinaire était voué à passer inaperçu, c'est qu'il était parfaitement ajusté à "l'horizon d'attentes" de la grande majorité de ses lecteurs. Ce qui pose la question de savoir comment ont été produites et répandues des attentes aussi répandues. En effet, les mots de M. Hans Tietmeyer, Président de la Banque centrale de l'Allemagne d'aujourd'hui et, si nous ne faisons rien pour l'empêcher, de l'Europe de demain, Banque centrale du capital économique, et aussi symbolique, sont dans toutes les bouches, ils courent et circulent partout, comme monnaie courante: croissance durable, confiance des investisseurs, budgets publics, sys-

tèmes de protection sociale, rigidités, marchés du travail, flexibilité, mais aussi globalisation, flexibilisation, baisse des taux, compétitivité, productivité, dérégulation, etc., etc. Et à cette question, on peut déjà apporter une réponse, grâce à tous les travaux historiques qui ont montré comment, suscités et abondamment financés par des agences américaines, des *think tanks* et des groupes d'intellectuels, délibérément organisés dès l'époque de la guerre froide, ont travaillé et travaillent encore, inlassablement, à produire et à diffuser, par voie de livres et de revues, mais aussi, avec l'aide de journalistes, par voie de la grande presse, la pensée néo-libérale qui est aujourd'hui dans la plupart des cerveaux des hommes politiques (de gauche comme de droite), des journalistes et des essayistes vaguement frottés d'économie.

Qu'est-ce, en effet, que la "pensée Tietmeyer"? D'abord une nouvelle foi dans l'inévitabilité historique fondée sur primat des forces productives (et de la technique), c'est-à-dire une nouvelle forme de l'économisme qui a sévi, en d'autres temps, souvent chez les mêmes croyants, sous la bannière du marxisme; et qui est inhérent à une théorie économique fondée sur la coupure matricielle entre l'économie et le social et sur l'ignorance que les mécanismes du marché (qu'elle hypostasie) sont tributaires de mécanismes sociaux enracinés dans la violence sociale. Ensuite, un certain nombre de fins indiscutées (inscrites, à l'état implicite, dans les concepts, apparemment neutres de la théorie): croissance maximum, compétitivité, productivité; et un idéal humain qui n'a rien d'humaniste, celui du manager surmené, calculateur et carriériste, qui peut à l'occasion tenir des discours bien pensants sur la "perte du lien social" et la solitude des "exclus", et habiller d'euphémismes ("plan social") pour débouchage massif, "forces vives" pour patronat, "dérégulation" pour capitalisme sauvage) une politique économique tendant, entre autres conséquences, à détruire une civilisation, celle qui est associée à l'émergence de l'Etat, cette idée résolument moderne.

La "pensée Tietmeyer" exprime, sous les dehors du constat économique, une vision normative conforme à l'intérêt des dominants, vision conservatrice classique légitimée et rationalisée par des arguments ou un lexique d'allure économique. A cette mythologie rationalisée, dont on pourrait dire, avec Durkheim parlant de la religion, qu'il s'agit d'un "délire bien fondé", il faudrait opposer des réfutations, par le raisonnement ou, plus simplement, par les faits. A la "globalisation" par exemple, et au mythe du travailleur asiatique, nouvelle version du péril jaune, on pourrait

Ronald Searle
in: Le Monde



objecter que les trois-quarts des échanges européens sont circonscrits aux limites de l'Europe et que les plus redoutables concurrents des travailleurs des différents pays européens sont les travailleurs des autres pays européens, le danger principal pour leurs acquis sociaux pouvant venir d'un dumping social tendant à les aligner sur les plus défavorisés d'entre eux, et aussi de l'unification des marchés financiers, qui tend à réduire les marges de liberté laissées aux états nationaux, donc aux politiques sociales que les travailleurs peuvent leur arracher. Autres mythologies qu'il faudrait démolir: le plein emploi américain ou anglais, qui cache un processus de précarisation généralisé et une profonde insécurité, génératrice de souffrances et d'anxiétés jusque dans les classes moyennes. Et il faudrait analyser le processus d'involution, qui conduit ces pays d'un état charitable à un état pénal, réduit à ses fonctions de police et conforme à l'idéal éternel des dominants.

**A cette mythologie
rationalisée, il faudrait
opposer des réfutations, par
le raisonnement ou, plus
simplement, par les faits.**

Au démantèlement de l'état social, du Welfare state, que prêchent, de manière plus ou moins cynique, les tenants de la pensée néo-libérale, il faut opposer, à défaut d'un Etat universel, capable de mettre fin au règne sans partage des marchés fi-

nanciers, un état social européen (dont le travail des juristes des cours européennes de justice et des fonctionnaires européens donne une première idée) capable d'opposer aux forces matérielles et symboliques qu'incarne et exprime M. Tietmeyer, ses normes propres, relativement autonomes par rapport aux contraintes des puissances économiques et aux pressions des intérêts nationaux (notamment dans le domaine du travail, qu'il faut soumettre à une profonde redéfinition). Contre l'Europe des banques, contre l'Europe de la Bundesbank, contre l'Europe de M. Hans Tietmeyer, il n'y a pas d'autre recours que d'édifier, au plus vite, un Welfare state européen par une mobilisation de toutes les forces progressistes qui se rendront ainsi capables d'échapper à la fausse alternative qu'on essaie de leur imposer, celle du vrai nationalisme et du faux internationalisme, masquant un véritable impérialisme.

En attendant que soient organisées les forces sociales capables de se faire entendre de M. Hans Tietmeyer et de ses pareils de tous les pays (l'internationale des conservateurs, elle, est déjà réalisée), c'est-à-dire capable de construire les institutions supra-nationales visant à contrôler les caprices des marchés financiers, il faut rappeler qu'il ne sera pas facile d'obtenir à la fois la confiance des investisseurs, que M. Hans Tietmeyer plaçait au-dessus de tout, et la confiance des travailleurs, de tous les citoyens. Je n'en veux pour preuve que le résultat d'un sondage publié dans le numéro du *Monde* qui présentait l'interview de M. Hans Tietmeyer. Pour près des deux tiers des personnes interrogées, les hommes politiques sont incapa-

bles d'écouter et de prendre en compte ce que pensent les citoyens et un profond sentiment de "méfiance" habite la grande majorité des Français (ce taux de méfiance généralisée atteignant un maximum chez les partisans du Parti socialiste). Il suffit de rapprocher ces simples constats des propos de M. Hans Tietmeyer, pour voir en

toute clarté que les gouvernements des différents pays européens sont tous placés devant la même alternative: se saborder en travaillant à obtenir la confiance des marchés financiers, comme les y exhorte M. Hans Tietmeyer, ou se dépasser en travaillant à créer un Etat social supranational capable d'obtenir la confiance du peuple,

seul fondement possible d'une véritable démocratie, inséparablement politique et économique.

Pierre Bourdieu
in: Libération, 25 octobre 1996